



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**Request For a Standing Offer
Demande d'offre à commandes**

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and
Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer
on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et
Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente,
une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés
énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division
de l'équipement scientifique, des produits photographiques
et pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6A2, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Investigator Quantiplex Pro Kit	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-191564/A	Date 2018-10-24
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-191564	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$PV-904-75687
File No. - N° de dossier pv904.M7594-191564	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-12-04	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Frigon, Francine	Buyer Id - Id de l'acheteur pv904
Telephone No. - N° de téléphone (819)743-4279 ()	FAX No. - N° de FAX (819)956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE RCMP-NPS Building, Loading dock #1 73 LEIKIN DR. ATTN: Biology-Analysis Unit OTTAWA Ontario K1A0R2 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1	INTRODUCTION	3
1.2	SOMMAIRE	3
1.3	COMPTE RENDU	4
1.4	LE PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES OFFRES EN PHASES	4

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2	PRÉSENTATION DES OFFRES	4
2.3	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	5
2.4	LOIS APPLICABLES	5

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
-----	---	---

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1	PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2	MÉTHODE DE SÉLECTION	12

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

5.1	ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	14
5.2	ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1	CAPACITÉ FINANCIÈRE	15
-----	---------------------------	----

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1	OFFRE	15
7.2	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	15
7.3	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
7.4	DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	16
7.5	RESPONSABLES	16
7.6	UTILISATEURS DÉSIGNÉS	17
7.7	PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	17
7.8	INSTRUMENT DE COMMANDE	18
7.9	LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	18
7.10	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	18
7.11	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	18
7.12	LOIS APPLICABLES	19
7.13	LISTES DE PRIX	19

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	19
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	19
7.3	DURÉE DU CONTRAT	21
7.4	PAIEMENT	21
7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	22
7.6	ASSURANCES	22
7.7	CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	22
7.8	INSTRUCTIONS POUR L'EXPÉDITION - LIVRAISON À DESTINATION	22

LISTE DES ANNEXES :

ANNEXE « A »	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	23
ANNEXE « B »	BASE DE PAIEMENT	28
ANNEXE « C »	ADRESSES DE FACTURATION	29
ANNEXE « D »	LISTE DES PRODUITS	30
ANNEXE « E »	INSTRUMENTS DE PAIEMENTS ÉLECTRONIQUE	31
ANNEXE « F »	PRODUCTION DE RAPPORTS SUR L'OFFRE À COMMANDES	32

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

1.2. Sommaire

- 1.2.1** La gendarmerie royale du Canada (GRC) veut établir une offre à commandes individuelle nationale (OCIN) portant sur l'acquisition de systèmes (trousses) de quantification de l'ADN humain, selon la demande, conformément au besoin détaillé à l'annexe « A ». Les articles doivent être livrés aux détachements de la GRC à divers endroits à travers le Canada indiqués à l'annexe « C ».
- 1.2.2** La période d'Offre à commandes sera de trois (3) ans à compter de la date d'émission.
- Ce besoin comprend également une option irrévocable de prolonger la période d'offre jusqu'à deux (2) périodes d'un (1) ans dans les mêmes termes et conditions et au même prix spécifié dans l'offre.
- 1.2.3** Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Le Processus de conformité des offres en phases

Le Processus de conformité des offres en phases (« PCOP ») s'applique à ce besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M1004T (2016-01-28), Condition of Material

2.2 Présentation des offres et **échantillon** de trousse d'analyse

2.2.1 Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Module de réception - TPSGC
Place du Portage, Phase III, Tour B
11 rue Laurier Street
Gatineau, Quebec
Pour les services de messagerie: J8X 4A6
Pour le courrier régulier : K1A 0S5

Téléphone: (819) 420-7201
Télécopieur: (819) 997-9776

2.2.2 Seule un échantillon de trousse d'essai et les normes d'étalonnage appropriées doit être soumise à l'emplacement de la Gendarmerie royale du Canada indiqué ci-dessous à la date et à l'heure de clôture indiquées dans la DOC.

Livraison à: à l'attention de Nancy Laurin
GRC - NFLS-O
Bâtiment NPS Quai de chargement n ° 1
73 Leikin Drive,
Ottawa, Ontario, K1A 0R2

Les adresses ci-dessus sont uniquement destinées aux offres, un échantillon de trousse d'essai et normes d'étalonnage. Aucune autre communication ne doit être transmise à ces adresses.

Aucune offre ou échantillon de trousse d'essai et normes d'étalonnage ne doivent être envoyés directement à l'autorité contractante de TPSGC. Les offres et les échantillons de trousse d'essai et normes d'étalonnage envoyés directement à l'autorité contractante de TPSGC ne seront pas pris en compte.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur de la province de l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Offre technique (2 exemplaires papier)
- Section II : Offre financière (2 exemplaires papier)
- Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux. Les offrants devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

Les offres techniques doivent aborder clairement et de façon suffisamment approfondie les points qui sont assujettis aux critères d'évaluation en fonction desquels l'offre sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande d'offre à commandes. Afin de simplifier l'évaluation de l'offre, les offrants doivent présenter leur offre technique conformément dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les dédoublements, les offrants peuvent consulter les différentes sections de son offre en identifiant le paragraphe spécifique et le numéro de page où le sujet a déjà été pris en compte.

Les éléments suivants s'appliquent au besoin et les offrants doivent fournir les informations suivantes dans l'offre, le cas échéant:

La soumission technique comporte les éléments suivants :

- (a) **Documentation technique à l'appui:** brochures techniques ou données techniques démontrant la conformité à l'exigence décrite à l'annexe "A". Les offres DOIVENT inclure la documentation technique et de référence à l'appui des critères obligatoires ci-dessous, p. ex. les manuels de l'utilisateur, les guides de l'utilisateur, les instructions de l'utilisateur, les copies des certifications, la

- documentation relative à la validation de développement, les fiches d'information, les fiches de référence du catalogue, la documentation du protocole actuel, etc.
- (b) L'offrant doit fournir un kit de quantification d'ADN pour au moins 200 réactions.
- (c) L'offrant doit fournir toute mise à niveau logicielle et toute licence applicable, le cas échéant, pour utiliser le kit de quantification sur l'instrumentation actuelle du système national de certification de la GRC (Applied Biosystems® 7500, version logicielle 2.0.6).
- (d) L'offrant doit être certifié ISO 9001: 2008, ISO 17025 ou ISO 18385. L'offrant doit fournir une copie de certification d'ISO 9001: 2008, ISO 17025 ou ISO 18385 avec l'offre par date et heure de clôture des soumissions.
- (e) L'offrant doit fournir un échantillon d'une trousse d'analyse qui sera utilisée pour évaluer les critères d'évaluation cotés, conformément à la partie 2, section 2.2.2.
- (f) **La liste de produits** : Les offrants doivent inclure une liste de produits complète indiquant : le nom du produit, le nom du fabricant, le modèle et le numéro de chaque composante qui compose le système. Les offrants doivent également indiquer le point de fabrication et d'expédition de la marchandise ou où le service sera exécuté : L'offrant doit utiliser le formulaire fourni à l'Annexe «D».
- (g) **Contacts**
Les offrants sont priés de fournir les informations suivantes: Informations relatives à l'article 7.5.3 Représentants de l'entrepreneur dans la partie 6, Clauses du contrat

Section II : Offre financière

3.2.1 Offre financière

- a) Les offres doivent présenter leur offre financière conformément au Barème de prix dans l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- b) **Coûts à inclure** : L'offre financière doit inclure tous les coûts pour le besoin décrit dans la demande d'offres pour toute la durée du contrat, y compris les années d'option. L'identification de tout l'équipement nécessaire (les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants requis pour satisfaire aux exigences la demande d'offres) et les coûts connexes de ces articles sont la responsabilité des offrants. Les offrants doivent fournir les prix de tous les articles afin que leur offre soit jugée recevable.
- c) **Les prix non fournis** : On demande aux offrants d'inscrire « 0,00 \$ » pour les items pour lequel ils n'ont pas l'intention de charger ou pour les items qui sont déjà inclus dans d'autres prix énoncés dans les tableaux. Si l'offrant n'inscrit aucun prix, Canada traitera ces prix comme « 0,00 \$ » pour fins de l'évaluation et pourra demander que l'offrant confirme que le prix est, en fait, 0,00 \$. Aucun offrant ne sera autorisé à ajouter ou modifier un prix dans le cadre de cette confirmation. Tout offrant qui ne confirme pas que le prix non fourni d'un article est \$ 0.00 sera déclarée non recevable.

3.3 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.4 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

1. Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.
2. L'offrant doit être certifié ISO 9001: 2008, ISO 17025 ou ISO 18385.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) Le Canada appliquera le Processus de conformité des offres en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des offres en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCOP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les offrants sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs offres, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les offrants de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les offres ou en réponse à toute communication provenant d'un offrant.

L'OFFRANT RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE OFFRE SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA OFFRE AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE OFFRE NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. L'OFFRANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS)

QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA OFFRE SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part d'offrant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans son offre, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa offre. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que l'offrant a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à offrant uniquement lorsque l'invitation à offrant permet ce droit expressément.

L'offrant disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCOP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2006 (22-05-2018) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période d'offre ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande d'offres confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. L'offrant doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada à offrant à l'adresse fournie par celui-ci dans l'offre ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par l'offre à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les offrants pour les offres retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Offre financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande d'offres, le Canada examinera l'offre pour déterminer si elle comporte un offre financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de offres. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande d'offres à l'offre financière. Cet examen n'évaluera pas si l'offre financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen du Canada dans la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère de Services Publiques et Approvisionnement Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas d'offre financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans l'offre financière, l'offre sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les offres autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au offrant (« Avis ») identifiant où l'offre financière manque d'informations. Un offre dont l'offre financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels offrants n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur offre financière.
- (e) Les offrants qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information

supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.

- (f) Dans sa réponse à l'Avis, l'offrant n'aura pas le droit de redresser que la partie de son offre financière qui est indiquée dans l'Avis. Par exemple, là où l'Avis indique que dans les cas où un élément a été laissé en blanc, seuls les informations manquantes pourront ainsi être ajoutées à la offre financière, sauf que, dans les cas où l'ajout de ces informations entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements sur les calculs qui ont déjà été présentés dans l'offre financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total), les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par l'offrant, et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres.
- (g) Toute autre modification apportée à l'offre financière soumise par l'offrant sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque section de l'offre d'offrant. L'information soumise conformément aux exigences de cette demande d'offres en réponse à l'Avis remplacera, en intégralité, uniquement la partie de l'offre financière originale telle qu'autorisée ci-dessus, et sera utilisée pour le reste du Processus d'évaluation des offres.
- (h) Le Canada déterminera si l'offre financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le offre conformément à la présente section. Si l'offre financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les offres jugées recevables au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Offre technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de l'offre technique afin de vérifier si l'offrant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si l'offre technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de l'offre. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande d'offres comme faisant partie du Processus de conformité des offres en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande d'offres comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit à l'offrant REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que l'offre n'a pas respectée. Un offrant dont l'offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que son offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. L'offrant en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) L'offrant disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse d'offrant doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toute information supplémentaire fournie par l'offrant qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada, à moins qu'elle n'ait un impact sur d'autres parties de l'offre, en tel cas ces changements par effet domino seront soulignés mais en aucun cas ces changements ne doivent porter sur le ou les prix.

- (e) La réponse d'offrant au REC devra indiquer dans chaque cas l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment son indication dans la section correspondante de l'offre initiale, la formulation de la modification proposée pour cette section, ainsi que la formulation et l'endroit dans l'offre de toute autre modification en conséquence. Pour chaque modification en conséquence, l'offrant doit justifier pourquoi il s'agit d'une conséquence modificatrice? Il n'incombe pas au Canada d'agir comme réviseur de l'offre d'offrant; au contraire, il incombe au offrant de le faire en assumant les conséquences. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres.
- (f) Tout changement apporté à l'offre par l'offrant en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande d'offres en réponse au REC remplacera, intégralement et uniquement la partie de l'offre originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par cette section seront considérées comme faisant partie de l'offre et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de l'offre lors de la phase II que pour déterminer si l'offre respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que l'offre originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si l'offrant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, l'offre sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires soumis par l'offrant lieront l'offrant dans le cadre de son offre, mais la note originale d'offrant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour l'offre.
- (h) Le Canada déterminera si l'offre est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si l'offre n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de l'offre

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande d'offres, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Un offre est non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande d'offres.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

- (a) Les critères d'évaluation technique obligatoires sont décrites en détail dans l'annexe "A" - Partie 2.1 – Critères d'évaluation techniques obligatoires.
- (b) Le Processus de conformité des offres en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.

4.1.2.2 Critères d'évaluation techniques cotés

Seules les offres conformes aux les critères d'évaluation technique de l'évaluation des critères techniques obligatoires dans l'annexe "A" - Partie 2.1 – Critères d'évaluation techniques obligatoires. procédera à l'évaluation technique cotée par points.

Les critères d'évaluation technique cotés sont décrits en détail dans l'annexe "A" Part 2.2 – Critères d'évaluations techniques cotés.

4.1.3 Évaluation financière

L'évaluation financière sera réalisée conformément à l'annexe "B" – Tableaux d'établissement des prix.

Évaluation des prix d'offre

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, rendu droits acquittés (DDP) (divers endroits – selon la commande subséquente) Incoterms® 2010, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens et les taxes applicables sont en sus.

Sauf lorsque la demande d'offres précise que les offres doivent être présentées en dollars canadiens, les offres présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les offres présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des offres, ou à une autre date précisée dans la demande d'offres, sera utilisé comme facteur de conversion.

4.1.4 La quantité estimée de biens

La quantité estimée de biens précisés dans l'annexe B, Base de paiement 4 sont à des fins d'évaluation seulement et ne fait en aucune façon représentent-ils des engagements de la part du Canada.

4.2 Méthode de sélection

Clause du *Guide des CCUA* [A0027T](#) 2012-07-16 - Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

4.2.1 Pour être déclarée recevable, l'offre doit :

- a) respecter toutes les exigences de la demande d'offres; et
- b) satisfaire à tous les critères obligatoires; et
- c) obtenir le nombre minimal de 40 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.
L'échelle de cotation compte 65 points.

4.2.2 Les offres qui ne répondent pas aux exigences « a), b) ou c) ») seront déclarées non recevables.

4.2.3 La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 40 % sera accordée au prix.

- 4.2.4** Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque offre recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60 %
- 4.2.5** Afin de déterminer la note pour le prix, chaque offre recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40 %.
- 4.2.6** Pour chaque offre recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.

L'offre recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. L'offre recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution d'un Offre à Commande.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois offres sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 100, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$.

		Offre 1	Offre 2	Offre 3
Note technique globale		88/100	75/100	77/100
Prix évalué de l'Offre		\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000
Calculs	Note pour le mérite technique	$88/100 \times 60 = 52.8$	$75/100 \times 60 = 45$	$77/100 \times 60 = 46.2$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.72$	$45/50 \times 40 = 36$	$45/45 \times 40 = 40$
Note combinée		85.52	81	86.2
Évaluation globale		2 nd	3 rd	1 st

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

1. Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.
2. L'offrant doit être certifié ISO 9001: 2008, ISO 17025 ou ISO 18385.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [M9033T](#) (2011-05-16) Capacité financière

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) ([2017-06-21](#)), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, de services ou les deux fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, y compris ceux payés par une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe D, Rapport d'utilisation d'une offre à commandes. Si aucun bien n'est fourni pendant une période donnée, l'offrant doit toujours déposer un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être fournies trimestriellement à l'autorité de l'offre à commandes.

Les données doivent être fournies au plus tard quinze (15) jours civils après la fin de la période de déclaration.

Voici la répartition des trimestres :

- 1er trimestre (T1) 1er avril – 30 juin
- 2e trimestre (T2) 1er juillet – 30 septembre
- 3e trimestre (T3) 1er octobre – 31 décembre
- 4e trimestre (T4) 1er janvier – 31 mars

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de la date d'attribution au 31 mars 2022 inclusivement; et;

La période pendant laquelle l'offre à commandes est prolongée, si le Canada choisit d'exercer les options prévues dans l'offre à commandes.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux périodes supplémentaires d'un (1) an chacune, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison précisée dans la commande subséquente.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Francine Frigon
Spécialiste aux achats
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation (DPCC)
L'Esplanade Laurier (LEL), Tour Est, 7^{ième}
140 rue O'Connor, Ottawa, Ontario, K1A 0R5
Téléphone : (819) 743-4279
Télécopieur : (819) 956-3814
Courriel : francine.frigon@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute

question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet (à remplir uniquement lors de l'émission de l'offre à commandes)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (à remplir par l'offrant)

Nom et numéro de téléphone (avec poste s'il y a lieu) de la personne responsable de ce qui suit :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____ poste: _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____ poste: _____

Courriel : _____

7.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Approvisionnement et passation de marchés au siège de la GRC.

7.7 Procédures pour les commandes

- 7.7.1** Autorisé des commandes subséquentes à cette offre à commandes doit être effectué à l'aide du formulaire de commande 942 dûment rempli par des méthodes telles que par télécopieur, par courrier électronique ou par toute autre méthode jugée acceptable par l'utilisateur désigné et l'offrant.
- 7.7.2** Aucun coût engagé avant la réception d'une commande subséquente signée ou un document équivalent peut être imputé à la présente offre à commandes.
- 7.7.3** Si, par erreur ou omission, l'utilisateur désigné ne parvient pas à appliquer le bon prix pour un article, il est de la responsabilité de l'offrant pour aviser l'utilisateur désigné de l'erreur avant la livraison.
- 7.7.4** Toute modification à la commande subséquente initiale doit être appuyée par la délivrance d'un formulaire subséquente en conformité avec les modalités et conditions de l'offre à commandes en vigueur au moment de la commande subséquente.
- 7.7.5** En cas de besoins urgents seulement les utilisateurs désignés peuvent demander des biens /services par téléphone / télécopieur / courriel qui doit être suivi en émettant une commande subséquente ou un document équivalent au plus tard le jour ouvrable suivant, afin de confirmer la demande de marchandises.

Les commandes subséquentes payées par cartes d'achat comme une solution de rechange à d'autres méthodes de paiement indiqué dans l'offre à commandes doit être faite, comme précisé ci-dessus.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000.00\$ (taxes applicables incluses).

Les besoins individuels dépassant ces montants doivent être soumis à SPAC sous forme d'une demande traitée (9200) à des fins de traitement.

Le responsable de l'offre à commandes (ou leurs représentants délégués) peut passer des commandes subséquentes supérieures à 40 000,00 \$.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales supplémentaires :
 - i. 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence; et
 - ii. 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- e) les conditions générales 2015A (2016-04-04) Conditions générales – biens – utilisateur autorisé (complexité moyenne);
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Listes de prix

À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et(ou) des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles tel que décrit dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 32 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances est ajouté à 2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) comme suit :

- 1) L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
- 2) Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [*Loi sur le ministère de la Justice*](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
- 3) L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que :

- a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
- 4) Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
- (a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - (b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
 - (c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2016-04-04) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence
4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 21 jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP) (divers endroits – selon la commande subséquente) selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur devra assumer tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et risques de transport ainsi que de dédouanement, en plus de verser les droits de douane et les taxes.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes tel que précisés dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus v et les taxes applicables sont en sus.

7.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

7.4.3 Méthode de paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.4.4 Clauses du *Guide des CCUA*

C2000C Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

2007-11-30

7.4.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente (**Note à l'offrant : cette clause sera mis à jour en fonction des réponses à l'annexe E**)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse incluse dans la commande subséquente pour attestation et paiement ;
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat ; et
 - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

7.6 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances

7.7 Clauses du *Guide des CCUA*

B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	2006-06-16

7.8 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

ANNEXE « A »

BESOIN

Les Services de biologie des Services nationaux de laboratoire judiciaire (SNLJ) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ont besoin de systèmes (trousses) de quantification de l'ADN humain permettant la quantification de l'ADN des échantillons biologiques prélevés dans les dossiers judiciaires avant leur analyse, lesquels doivent satisfaire toutes les exigences techniques obligatoires énoncées ci-dessous, ainsi que les critères d'évaluation obligatoires énoncés dans la Partie 2.1 - Critères d'évaluation techniques obligatoires.

Les SNLJ font partie intégrante des Services nationaux de police au sein de la GRC, et ils ont pour mandat d'offrir un soutien de qualité en matière d'enquête aux services de police de première ligne. Les Services de biologie au sein des SNLJ de la GRC traitent les preuves biologiques recueillies sur les scènes de crimes afin d'établir des profils d'identification génétique pour aider les enquêteurs en associant les suspects aux victimes et aux scènes de crimes.

La partie analytique du processus comprend :

- 1) l'extraction de l'ADN;
- 2) la quantification de l'ADN, et
- 3) l'amplification de l'ADN pour générer des profils génétiques.

Étape essentielle, la quantification de l'ADN sert à établir si un échantillon contient suffisamment d'ADN pour permettre l'identification génétique et la quantité à utiliser pour l'identification génétique.

Avec la mise en place d'un flux de travail direct vers l'ADN pour les preuves d'agression sexuelle et d'un système d'amplification de l'ADN spécifique aux hommes, il est essentiel d'obtenir une quantification fiable et très sensible de l'ADN masculin à partir de mélanges d'ADN masculin et féminin. Le fait de pouvoir déterminer si un échantillon contient de l'ADN masculin et en quelle quantité permet au laboratoire de prendre d'importantes décisions quant au déroulement du travail sur la meilleure façon de procéder pour augmenter les chances d'obtenir un profil d'identification génétique probant. Cela pourrait également servir d'outil de triage pour rationaliser le traitement des échantillons de dossiers.

Les nouveaux systèmes de quantification comportent une mesure relative de l'intégrité de l'ADN qui pourrait également faciliter la prise de décisions relatives au déroulement du travail afin de s'assurer que les meilleurs résultats sont obtenus à partir de l'échantillon de la scène de crime.

Les Services de biologie des SNLJ de la GRC ont besoin de systèmes (trousses) permettant la quantification de l'ADN humain qui doivent déterminer la quantité d'ADN humain et masculin présente dans un échantillon de preuve pour tirer parti des caractéristiques nouvelles et améliorées offertes par les tests de quantification de l'ADN mis à jour. La trousse doit être compatible avec la version 2.0.6 du logiciel Applied Biosystems^{MD} 7500.

L'offrant doit être certifié ISO 9001:2008 ou ISO 17025 ou ISO 18385.

L'offrant doit fournir tous les éléments suivants :

- 1) Une trousse prête à l'emploi qui contient tous les réactifs nécessaires, y compris un ADN de référence (courbe standard), et qui doit contenir toutes les exigences techniques spécifiées ici.

-
- 2) Toute mise à niveau logicielle nécessaire à l'utilisation de la trousse de quantification sur l'instrumentation actuelle des SNLJ de la GRC (version 2.0.6 du logiciel Applied Biosystems^{MD} 7500).
- 3) Toute trousse d'étalonnage nécessaire pour utiliser l'instrumentation actuelle des SNLJ de la GRC (version 2.0.6 du logiciel Applied Biosystems^{MD} 7500).
- 4) L'offrant doit fournir un soutien à la trousse pendant toute la durée de l'offre à commandes, y compris toute période d'option exercée, ainsi qu'une aide technique en cas de problème avec la trousse. L'offrant doit fournir des trousse de remplacement au besoin.
- 5) 12 licences pour l'utilisation de la trousse de quantification sur l'instrumentation actuelle des SNLJ de la GRC (version 2.0.6 du logiciel Applied Biosystems^{MD} 7500).

LIVRAISON

- 1.1 Les trousse de quantification de l'ADN doivent être expédiées à chacun des laboratoires des SNLJ à la demande des Services de biologie des SNLJ, conformément à l'annexe C.
- 1.2 Les trousse doivent être expédiées et livrées sur de la glace (~4 °C) ou sur de la glace sèche (congelée) pour éviter de compromettre leur performance.
- 1.3 Les trousse **ne** doivent **pas** être expédiées au cours d'une fin de semaine pour éviter de compromettre leur performance.
- 1.4 Les trousse doivent être expédiées dans un délai de 21 jours civils ou conformément aux instructions de livraison précisées dans la commande subséquente individuelle.
- 1.5 La date de péremption des trousse doit être **un minimum de** six (6) mois à compter de la livraison.
- 1.6 L'offrant doit fournir un certificat d'analyse pour chaque lot de trousse, y compris un test de contrôle de la qualité avec chaque livraison.

Partie 2.1 – CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Les exigences suivantes correspondent aux critères d'évaluation techniques obligatoires qui seront examinés lors de l'évaluation des offres. En outre, l'offrant sera tenu de respecter tous les critères techniques obligatoires pendant la durée de l'offre à commandes.

Les offrants doivent établir un renvoi entre les critères techniques obligatoires et leur documentation technique à l'appui de façon concise, en indiquant les numéros de page, de paragraphe et de sous-paragraphe pertinents. Les offres **DOIVENT** inclure la documentation technique et de référence à l'appui des critères obligatoires ci-dessous, p. ex. les manuels de l'utilisateur, les guides de l'utilisateur, les instructions de l'utilisateur, les copies des certifications, la documentation relative à la validation de développement, les fiches d'information, les fiches de référence du catalogue, la documentation du protocole actuel, etc.

L'échantillon de la trousse d'essai ne servira qu'à l'évaluation des critères d'évaluation cotés.

ÉLÉMENT	CRITÈRES	RÉFÉRENCE À LA JUSTIFICATION DANS L'OFFRE TECHNIQUE
E1	La trousse doit être un système prêt à l'emploi qui doit contenir tous les réactifs nécessaires, y compris un ADN de référence (courbe standard).	
E2	La trousse doit a) quantifier la quantité totale d'ADN autosomique et chromosomique Y amplifiable; et b) détecter les inhibiteurs de la PCR et évaluer l'intégrité de l'ADN (niveau de dégradation) d'un échantillon humain dans un seul test.	
E3	La trousse doit être un test en temps réel basé sur une PCR quantitative.	
E4	La trousse doit être optimisée pour un volume d'extrait d'ADN de 2,0 µl.	
E5	La trousse doit utiliser des cibles multicopiées (ou éléments répétitifs) pour la détection sensible de l'ADN humain et masculin.	
E6	La trousse doit contenir des cibles humaines (fragment court) et masculines < 100 bp.	
E7	La trousse doit avoir une concentration de la norme d'ADN humain d'au moins 50 ng/µl d'ADN.	
E8	L'ADN de référence inclus dans la trousse doit être composé uniquement d'ADN masculin mis en commun.	
E9	La trousse doit être compatible avec le système de PCR en temps réel Applied Biosystems ^{MD} 7500.	
E10	La trousse doit être compatible avec la version 2.0.6 du logiciel Applied Biosystems ^{MD} 7500.	
E11	Le temps de cycle de la trousse doit être de 75 minutes ou moins en utilisant le système de PCR en temps réel Applied Biosystems ^{MD} 7500.	
E12	La trousse doit présenter l'absence de réactivité croisée pour la cible masculine dans les échantillons d'ADN féminin de source unique à des concentrations allant jusqu'à 150 ng/µl.	

Partie 2.2 - CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS

La GRC procédera à l'analyse des échantillons pour tous les critères d'évaluation cotés suivants, à l'aide des trousse d'échantillonnage fournies par les offrants. Des points seront attribués en fonction des résultats obtenus à l'analyse de l'échantillon.

Élément	Critères cotés	Méthode de notation	Minimum	Maximum
P1	La trousse doit avoir une plage dynamique basée sur la sensibilité et la linéarité en utilisant une dilution en série d'un ADN de contrôle masculin (100, 75, 50, 5, 0,5, 0,5, 0,005, 0,0025, 0,00125, 0,0005 ng/μl en triple exemplaire.	<p>Les points seront attribués en fonction de la mise en évidence des éléments suivants :</p> <p>a) Sensibilité La trousse détecte l'ADN humain et masculin dans au moins deux (2) des trois (3) réplicats pour les concentrations suivantes de l'ADN de contrôle (seule la limite la plus basse est prise en compte pour chaque trousse) :</p> <p>0,0005 ng/μl d'ADN humain et masculin total = 20 points 0,00125 ng/μl d'ADN humain et masculin total = 15 points 0,0025 ng/μl d'ADN humain et masculin total = 10 points 0,005 ng/μl d'ADN humain et masculin total = 0 point</p> <p>b) Linéarité (extrémité supérieure) Régression linéaire (R^2) $\geq 0,99$ lorsque tous les points de données (100, 75, 50, 5, 0,5, 0,005, 0,0025, 0,00125, 0,0005 ng/μl) sont inclus :</p> <p>Oui = 5 points Non = 0 point</p>	15	25
P2	La trousse devrait être sensible à l'ADN masculin en présence d'une grande quantité d'ADN féminin en utilisant des mélanges d'ADN (ADN masculin de contrôle à une concentration constante de 0,005 ng/μl et quantités croissantes d'ADN féminin) en triple exemplaire.	<p>Les points seront attribués en fonction de la mise en évidence des éléments suivants :</p> <p>La trousse détecte l'ADN masculin dans au moins deux (2) des trois (3) réplicats pour les rapports d'ADN suivants (seul le rapport le plus élevé est pris en compte pour chaque trousse) :</p> <p>1:250 000 = 25 points 1:100 000 = 20 points 1:10 000 = 15 points 1:1 000 = 0 point</p>	15	25

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

P3	La trousse devrait mettre en évidence une cohérence entre l'estimation de l'ADN humain et masculin à l'aide de 25 échantillons d'ADN masculin (entre 0,1 ng/µl et 10 ng/µl; différents donneurs).	Les points seront attribués en fonction de la mise en évidence des éléments suivants : La trousse produit des rapports d'ADN autosomique/masculin avec une variation inférieure à 20 % (p. ex. valeurs de rapport entre 1,2 et 0,8) Pour les 25 échantillons = 15 points Pour 20 à 24 échantillons = 10 points Pour moins de 20 échantillons = 0 point	10	15
----	---	--	----	----

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

A NOTER: Pour être considéré recevable l'offrant doit soumissionner des prix fermes pour la période de l'offre à commandes et les deux périodes d'option (Option Année 1 et Option Année 2).

Tableau 1

Description - Trousses de quantification– (voir l'annexe A pour les spécifications obligatoires)			
Période de l'Offre à commande	Quantité (du nombre de trousse) estimée par année à des fins d'évaluation (A)	Prix unitaire ferme par trousse (B)	Prix prolongé à des fins d'évaluation (AxB)
Année 1	260*	\$ _____	\$ _____
Année 2	280*	\$ _____	\$ _____
Année 3	300*	\$ _____	\$ _____
Année d'Option 1	320*	\$ _____	\$ _____
Année d'Option 2	340*	\$ _____	\$ _____
* La quantité estimée par an est basée sur 200 réactions par trousse. Prix total évalué (somme du prix prolongé pour la période de l'offre à commandes + Année Option 1 + Année Option 2)			\$ _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "C"

Adresses de facturation

Codes du Destinataire	Utilisateurs désignés autorisés	Adresses d'expédition	Adresses de facturation
	Susan Borys (613) 949-0634	Royal Canadian Mounted Police National Forensic Laboratory Services Biology Services, Ottawa 73 Leikin Drive, Ottawa, ON K1A 0R2	Royal Canadian Mounted Police National Forensic Laboratory Services 73 Leikin Drive, Ottawa, ON, K1A 0R2 c/o FS&IS Procurement NPS Bldg. Lab Tower, Rm 251
	Anne Reusse (780) 451-7468	Royal Canadian Mounted Police National Forensic Laboratory Services Biology Services, Edmonton 15707-118 Avenue, Edmonton, AB T5V 1B7	Royal Canadian Mounted Police National Forensic Laboratory Services 73 Leikin Drive, Ottawa, ON, K1A 0R2 c/o FS&IS Procurement NPS Bldg. Lab Tower, Rm 251
	Elina Walden (604) 235-3401	Royal Canadian Mounted Police National Forensic Laboratory Services Biology Services, Vancouver 5201 Heather Street, Vancouver, BC V5Z 3L7	Royal Canadian Mounted Police National Forensic Laboratory Services 73 Leikin Drive, Ottawa, ON, K1A 0R2 c/o FS&IS Procurement NPS Bldg. Lab Tower, Rm 251

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE “D”

LISTE DES PRODUITS

Nom du produit	# du Modèle/no. de la pièce	Nom du manufacturier		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la Partie 3, l'offrant doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Solicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE F

Établissement de rapports

Directives quant à la soumission des données d'utilisation relatives à l'offre à commandes.

Veuillez envoyer les renseignements ci-dessous à l'adresse suivante :

francine.frigon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Veuillez inclure le numéro de l'offre à commandes dans la ligne Objet et indiquer clairement :

- Le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont soumises;
- La période durant laquelle les données ont été accumulées (date de début et de fin);
- Le ministère avec lequel l'offre à commandes a été conclue;
- La date de début et de fin de l'offre à commandes;
- Les dépenses totales à ce jour du ministère.

(Ajoutez

Offre à commandes (Insérez le numéro de l'offre à commandes)		Date de début de l'offre à commandes (JJ/MM/AAAA)	Date de fin de l'offre à commandes (JJ/MM/AAAA)
Valeur totale à ce jour (\$)	Valeur totale pour la période visée par le rapport (\$)	Début de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)	Fin de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)

Description de l'article	Quantité	Unité de mesure (p ex. Chacun, litre)	Valeur de la commande (n'incluant pas la TPS/TVH ou les frais de livraison)

REMARQUE : ON PEUT RECEVOIR PAR COURRIEL UN FORMULAIRE DE RAPPORT DANS LE FORMAT EXCEL DE MICROSOFT EN DEMANDANT À L'AUTORITÉ CONTRACTANTE.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
M7594-191567/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
M7594-191567

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv904.M7594-191567

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv904
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PIÈCE JOINTE 1

LISTE COMPLETE DES ADMININSTRATEURS

Nom	Position
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____